

EUROPEAN FORUM FOR CIRCULAR ECONOMY

LA GESTION DES DECHETS AU SERVICE DES TERRITOIRES



Introduction

« L'économie circulaire est une économie dans laquelle la valeur des produits, des matières et des ressources est maintenue dans l'économie aussi longtemps que possible et la production de déchets réduite au minimum » (Commission européenne).

- L'idée centrale de l'économie circulaire, c'est l'utilisation en boucle des produits, matières et ressources jusqu'à épuisement de leur valeur
- L'enjeu est triple :
 - ✓ innover en identifiant les diverses utilisations que l'on peut faire des produits, les réinventer
 - ✓ Limiter la consommation de matières premières non renouvelables
 - ✓ Réduire la production de déchets

Introduction

La gestion des déchets est bien identifiée en droit français comme l'**un des piliers de l'économie circulaire** :

- Article L.110-1-1 du code de l'environnement (issu de la loi *relative à la transition énergétique pour la croissance verte* du 18 août 2015 et modifié par la loi *relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire* du 10 février 2020) :
 - La transition vers une économie circulaire vise tout d'abord à la prévention de la production de déchets,
 - Notamment par le réemploi,
 - Si le réemploi n'est pas envisageable, prévoir un traitement du déchet en privilégiant la réutilisation, puis le recyclage, enfin la valorisation,
 - À défaut de pouvoir traiter le déchet en recourant à l'un de ces 3 procédés, celui-ci est éliminé (= mis en décharge).
- Article L.541-1 du code de l'environnement : « *La politique nationale de prévention et de gestion des déchets est un **levier essentiel de la transition vers une économie circulaire** (...)* ».

Introduction

- Cette politique nationale se décline **dans les territoires** puisque ce sont eux qui génèrent et témoignent des flux de ressources et par extension, de déchets :
- ✓ Au niveau régional : compétence de planification (plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux, non dangereux et inertes, qui intègrent les schémas régionaux de développement durable et d'égalité des territoires, dits « SRADDET »)
- ✓ Au niveau communal et intercommunal : compétence de gestion (collecte et traitement des déchets, mise en œuvre de la tarification incitative)
- **Autres acteurs** : éco-organismes, dont le nombre ne cesse d'augmenter, et producteurs ayant choisi de gérer individuellement leurs déchets, Agence de la transition écologique (ex-ADEME), associations.

Ces acteurs doivent agir ensemble, de manière complémentaire et coordonnée.

Introduction

- **Problématique locale = réponse locale**
- Pour Rémi LE MOIGNE, ancien associé de Deloitte Consulting spécialisé dans les *business models* de l'économie circulaire, 4 stratégies à la disposition des territoires pour déployer cette économie circulaire, en agissant directement sur les déchets :
 - **Les « territoires zéro déchet »**
 - **Les villes du partage**
 - **Les symbioses industrielles**
 - **Les regenerative cities**

« Les territoires zéro déchet réduisent les déchets à la source ou les détournent de l'incinération ou de la mise en décharge. Les villes du partage améliorent l'utilisation des ressources disponibles, comme les infrastructures ou les équipements, en les partageant. Les symbioses industrielles transforment les déchets industriels des uns en ressources pour les autres. Les regenerative cities visent non pas à préserver mais à régénérer leur environnement.

Ces stratégies ne sont pas incompatibles entre elles : un territoire peut à la fois mettre en place un programme zéro déchet et favoriser le partage des biens entre ses habitants.

*Quelle que soit la stratégie reconnue, **les territoires devront fédérer autour d'eux l'ensemble des parties prenantes : acteurs économiques, monde académique, associatifs et pouvoirs publics** » (L'économie circulaire, stratégie pour un monde durable, 2^{ème} édition, 2019, p.195).*

Introduction

- C'est à partir de cette gestion des déchets, par les acteurs territoriaux, qu'une économie circulaire va pouvoir émerger
- A cet égard, **la loi du 10 février 2020 propose différents outils pour permettre ce déploiement : instauration de nouvelles mesures en faveur de l'économie circulaire, et renforcement de dispositifs existants**, qui s'inscrivent dans les 4 stratégies susmentionnées.

I. LES OBJECTIFS DE LA LOI, EN CHIFFRES

La loi fixe de nouveaux objectifs à atteindre :

- En terme de réduction de production des déchets :
 - nouvel objectif de réduction de **15% des déchets ménagers et assimilés** d'ici à 2030, par rapport à 2010 (au lieu de 10% d'ici 2020 par rapport à 2010),
 - introduction d'un objectif de réduction de **5% des déchets d'activités économiques** (hors bâtiments), par unité de valeur produite, en 2030, par rapport à 2010

- En matière de valorisation des déchets :
 - introduction d'un **objectif de réemploi et de réutilisation de 5% du tonnage des déchets ménagers et assimilés** d'ici 2030
 - **incitation** (« tendre vers ») à atteindre **100% de plastique recyclé** d'ici le 1^{er} janvier 2025

- Interdiction progressive de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables : **réduction de 30% en 2020, de 50% en 2025**, par rapport à 2010, des **déchets non dangereux non inertes**; pour 2035, réduction de 10% des masses produites des déchets ménagers et assimilés.

II. LES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : DONNER L'EXEMPLE

Rôle des collectivités territoriales : **accélérer le développement de l'économie circulaire, donner l'impulsion, accompagner les différents acteurs.**

A compter du 1^{er} janvier 2021 :

✓ **Economie circulaire et achats publics**

- **Intégration de l'économie circulaire dans les clauses et critères des cahiers des charges des achats publics des CT « dès que cela est possible »** : objectif de réduire la consommation de plastiques à usage unique, la production de déchets et favoriser les biens issus du réemploi ou qui intègrent des matières recyclées,
- **Obligation des CT d'acheter des biens issus du réemploi, de la réutilisation ou qui intègrent des matières recyclées** dans des proportions allant de 20 à 100% , selon le type de produit (taux et produits définis dans un décret à venir),
- **Obligation de recourir à des matériaux de réemploi ou issus de ressources renouvelables pour les contrats de la commande publique conclus en matière de construction/rénovation des bâtiments (L.228-4).**

✓ **Outils au service des territoires**

- **Recours aux dons** (constructions temporaires et démontables, matériel informatique, biens de scénographie) au profit des structures de l'économie sociale et solidaire,
- **Utilisation des déchetteries communales par les personnes morales de l'économie sociale, solidaire et circulaire, dans le but de récupérer ponctuellement des objets en bon état ou réparables**, par le biais d'un contrat ou d'une convention / **obligation pour les CT d'aménager des zones réservées (L2222-14 CGCT),**
- **Les recycleries/ressourceries** : rôle central des CT qui peuvent porter le projet d'une telle structure et assurer son fonctionnement en régie, ou bien gérées par des associations qui travaillent directement avec les CT (recherche d'un lieu, octroi de financements, organisation de la collecte, notamment en déchetterie/valorisation/vente et distribution/sensibilisation à l'environnement).

- **Inscription dans la loi d'un 1^{er} partenariat : CT et structures de l'économie sociale et solidaire, ce qui assoit la légitimité de ces dernières.**

III. LE PRINCIPE DE PROXIMITÉ : RÉAFFIRMATION ET RENFORCEMENT

= production et traitement en circuit court.

Illustrations :

- D'une part, **prise en compte de ce principe dans les critères des marchés** portant sur la prévention et la gestion des déchets, conclus par les éco-organismes avec des opérateurs économiques
 - D'autre part, **partenariat inter-collectivités pour favoriser les circuits courts** : possibilité pour les communes et intercommunalités de conclure des conventions entre elles afin de permettre aux producteurs de déchets le dépôt de ceux-ci dans le lieu de collecte le plus proche du lieu de production
- **D'autres illustrations dans la loi. Principe qui s'applique à tous les acteurs de l'EC.**

IV. FOCUS SUR LE TRI A LA SOURCE ET LA COLLECTE SÉPARÉE

- De l'élimination à la valorisation: **le tri à la source et la collecte séparée se généralisent** afin d'englober le plus grand nombre de déchets possible, dans un but précis : permettre le réemploi et la réutilisation.
- Parallèlement, l'élimination devient l'exception, jusqu'à être progressivement interdite pour tous les déchets non dangereux valorisables.
- Ainsi, à compter du 1er janvier 2025, tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source, et lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, **notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre, du bois et des textiles.**
- Idem pour les producteurs de déchets de construction et de démolition : tri à la source ou collecte séparée, **notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre.**

IV. FOCUS SUR LE TRI A LA SOURCE ET LA COLLECTE SÉPARÉE

Les biodéchets : 1/3 des déchets ménagers.

- A compter du 1^{er} janvier 2023, les personnes qui produisent ou détiennent plus de 5 tonnes de biodéchets (et non plus 10) par an doivent mettre en place un tri à la source et une valorisation bio ou une collecte sélective de ces déchets.
 - Entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023, cette obligation s'applique à tous les producteurs, détenteurs, établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets, y compris aux collectivités territoriales en charge du service public de gestion des déchets et dans le cadre de ce service, et aux établissements publics qui génèrent des biodéchets.
- Objectif : **valoriser, plutôt qu'éliminer, cet important gisement des déchets ménagers :**
- ✓ Compostage → engrais → fertilisation des sols
 - ✓ Méthanisation → biogaz → valorisation énergétique
- **Favorise l'apparition d'un nouvel éco-système, grâce au partenariat entre les différents acteurs locaux**

V. LA REP : RENFORCEMENT DU DISPOSITIF

= un **levier clé de l'économie circulaire** selon lequel la personne physique ou morale qui élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe des produits (le producteur du produit), générant des déchets, doit en assurer la gestion, notamment financière.

- ✓ Dispositif qui existe en France depuis 1975 et qui y est particulièrement bien développé : **22 filières REP en tout**
- ✓ Se traduit par un système individuel de gestion des déchets, ou un système collectif confié à un éco-organisme, soumis à agrément et respectant un cahier des charges préalablement défini par arrêté ministériel, et individualisé par filière
- ✓ Filière définies au niveau national qui se structurent à l'échelle des territoires et touchent désormais des gisements très spécifiques

Exemple : bateaux de plaisance et navires de sport, engins de pêche contenant du plastique

V. LA REP : RENFORCEMENT DU DISPOSITIF

Les nouveautés de la loi du 10 février 2020:

- **Le recours aux éco-organismes devient la règle**, le système individuel l'exception (L.541-10, 2^{ème} alinéa) : rôle des éco-organismes renforcé
- **Création de nouvelles filières, extension du périmètre de filières existantes** : liste des 22 filières à l'article L.541-10-1 / dates d'entrée en vigueur différenciées allant de janvier 2021 à janvier 2025

Exemple de nouvelles filières : produits textiles d'habillement, chaussures et linges de maison, tous les contenus et contenants de produits chimiques (1^{er} janvier 2021), produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (1^{er} janvier 2022), jouets, textiles sanitaires à usage unique (1^{er} janvier 2024).

- **Nouveaux objectifs** : gérer les déchets (objectif historique), mais aussi prévenir la production de ces déchets, adopter une démarche d'écoconception des produits, favoriser l'allongement de la durée de vie desdits produits, soutenir les réseaux de réemploi, de réutilisation et de réparation, favoriser l'insertion par l'emploi.
- **Nouvelles missions** : engagement dans une démarche d'écoconception, reprise sans frais de certains déchets (DEEE, contenants et contenus chimiques, éléments d'ameublement, bouteilles de gaz, jouets) à partir du 1^{er} janvier 2022 et 1^{er} janvier 2023, prise en charge des déchets abandonnés.

V. LA REP : RENFORCEMENT DU DISPOSITIF

- **Nouvelles missions = nouveaux moyens : portée incitative**
- ✓ Les éco-modulations: les éco-contributions versées par les producteurs aux éco-organismes sont désormais modulées en fonction de la performance environnementale de leurs produits. Au regard des critères de référence, définis par décret, les producteurs recevront soit une prime, soit une pénalité = **mise en place d'un système de bonus-malus**
Entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021, modulation fixée par arrêté du ministre de l'environnement après avis de la commission inter-filières.
- ✓ Les fonds de financement : chaque filière crée un **fonds dédié au financement de la réparation d'une part, et un autre dédié au financement du réemploi et de la réutilisation d'autre part**, afin de participer au financement des coûts de réparation effectuée par des réparateurs labellisés, et à l'atteinte des objectifs de réemploi et de réutilisation (décret en cours d'adoption pour préciser les conditions de mise en œuvre de ces fonds).
 - **Renforcement du rôle des éco-organismes, partenaires privilégiés des CT et des opérateurs économiques, qui interviennent désormais dans le réemploi (et non plus seulement la réutilisation) avec toutes les opportunités et nouvelles collaborations qui vont en découler.**

VI. CONCLUSION

- La loi du 10 février 2020 : une **boîte à outils pleine de ressources** qui reste encore à exploiter
- Favorise la **coopération** des différents acteurs à l'échelle du territoire
- **Logique de transparence et de dialogue, tant entre ces acteurs qu'à l'égard des usagers et consommateurs :**
 - ✓ Expérimentation de la médiation, pendant 3 ans, au sein des éco-organismes,
 - ✓ Révision de la gouvernance des éco-organismes avec la création d'un comité des parties prenantes (producteurs, de représentants des CT compétentes en matière de déchets, d'associations agréées de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, d'opérateurs de la prévention et de la gestion des déchets)
- Seules 2 des 103 mesures d'application ont été, à ce jour, adoptées :
 - ✓ Ordonnance n°2020-920 du 29 juillet 2020 *relative à la prévention et à la gestion des déchets*
 - ✓ Décret n°2020-1133 du 15 septembre 2020 relatif à l'expérimentation d'un dispositif de médiation en cas de différends au sein des filières de REP
- La mise en œuvre de la loi a pris du retard du fait du contexte sanitaire, mais la transition vers l'économie circulaire est tout à fait possible grâce à **l'implication des territoires et à leur rôle moteur en la matière.**